

ARRÊTÉ MUNICIPAL n°2026/04/07 -29
portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Alexandre POREE en sa
qualité de maire délégué de la commune déléguée de Truttemer le Grand

Le Maire de Vire Normandie,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L2122-18, L2122-20, L2122-21, L2122-22 et L2122-30,

Vu l'article L2113-17 du même code portant certaines attributions applicables aux communes déléguées,

Vu les articles L.2113-11 et L.2113-13 du même code, relatifs aux pouvoirs propres du maire délégué et des pouvoirs de règlement de police pouvant lui être délégués,

Vu les articles L2511-17, L2511-26 du même code, relatifs aux délégations susceptibles d'être données par le conseil municipal au conseil d'arrondissement,

Vu l'article 16-1 du Code de procédure pénale,

Vu la charte de fonctionnement de la commune nouvelle de Vire Normandie, adoptée par l'ensemble des communes déléguées,

Vu le procès-verbal actant l'élection de Monsieur Pascal MARTIN en qualité de maire de la commune de Vire Normandie, lors du conseil municipal du 22 mars 2026,

Vu la délibération n°2 du conseil municipal de Vire Normandie du 7 avril 2026 portant délégations consenties au Maire par le conseil municipal au titre de l'article L2122-22 du CGCT,

Vu le procès-verbal actant l'élection de Monsieur Alexandre POREE en qualité de maire délégué de la commune déléguée de Truttemer le Grand, lors du conseil municipal du 22 mars 2026,

Considérant que pour la bonne marche des services municipaux, pour permettre une parfaite continuité du service public et pour que certaines formalités puissent être exécutées dans les meilleurs délais, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions et la signature de certains actes et documents soient assurés par le maire délégué de la commune déléguée de Truttemer le Grand,

ARRÊTE

Article 1 : Délégation de fonctions et de signature est donnée à Monsieur Alexandre POREE, en sa qualité de maire délégué de la commune de Truttemer le Grand, pour prendre les décisions, signer les actes et arrêtés ainsi que les correspondances courantes avec les usagers, les partenaires locaux et nationaux dans le cadre d'actions et de projets relatifs aux champs et domaines suivants, selon les lois et règlements en vigueur, sur le territoire de la commune déléguée de Truttemer le Grand.

1 - Administration générale et pouvoirs de police

- Suivre la politique de gestion des archives de la commune déléguée
- Assurer la mise en œuvre de l'affichage réglementaire sur la commune déléguée
- Procéder à la reprise de logements vacants par l'application de l'ensemble des dispositions de l'article L142-1 du

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200060176-20260410-29-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/04/2026

Publication : 10/04/2026



Le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de CAEN dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

- Exécuter dans le ressort territorial de la commune déléguée les lois et règlements de police
- Toutes mesures de police dévolues à la compétence du maire en application de l'article L2212-2 du Code général des collectivités territoriales sont déléguées au maire délégué sur le territoire de la commune déléguée, notamment décider, au titre des pouvoirs de police générale, de la mise en œuvre de toute mesure nécessaire à la cessation d'un trouble à l'ordre public constaté dans le ressort territorial de la commune déléguée.
- Toutes mesures de police spéciale conférées par les lois et règlements sont également déléguées.

Cette délégation exclut le pouvoir d'ester en justice et le pouvoir de déposer plainte ainsi que toute constitution de garantie et constitution de partie civile.

Il est rappelé qu'au titre des pouvoirs propres qui lui sont conférés par la loi, un Maire délégué remplit les fonctions d'officier de police judiciaire.

2. Citoyenneté et formalités administratives

Il est rappelé qu'au titre des pouvoirs propres qui lui sont conférés par la loi, un Maire délégué remplit les fonctions d'officier d'état civil.

2.1 - Légalisation des signatures

Le maire délégué est habilité à légaliser les signatures dans les conditions prévues à l'article L2122-30 du CGCT.

2.2 - Cimetières

Délégation de fonctions et de signature est donnée au maire délégué pour les affaires suivantes sur le périmètre de la commune déléguée :

- Autorisations d'inhumation, d'exhumation, de fermeture de cercueil, de crémation et de dispersion des cendres
- Apposition des scellés sur les cercueils
- Information des usagers quant aux modalités d'attribution des concessions dans le/les cimetières
- Délivrance, reprise et reconversion des concessions funéraires
- Mise en œuvre de la politique de bonne gestion du taux d'occupation dans le/les cimetières
- Mise en œuvre des procédures d'extension de cimetière
- Relation avec les organismes de pompes funèbres et les usagers pour la bonne gestion des affaires courantes des cimetières
- Veiller à la mise en œuvre et au respect du règlement du/des cimetières de la commune déléguée

2.3 - Elections

Délégation est donnée pour la signature des récépissés de demandes d'inscriptions sur les listes électorales, des récépissés d'inscriptions définitives sur les listes électorales, des récépissés de radiations, des courriers électoraux envers les administrés.

2.4 - Formalités administratives

Au titre des réglementations administratives diverses :

- Valider les dossiers d'attestation d'accueil
- Réaliser les auditions de nationalité
- Instruire les déclarations et les demandes d'autorisation pour des activités réglementées organisées dans le ressort territorial de la commune déléguée : autorisation de fermeture tardive des bars, déclaration de syndicats, déclaration de transfert de domicile, licence et arrêté de débits de boissons, ...
- Procéder à l'instruction des demandes en liquidation et délivrer les autorisations

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200060176-20260410-29-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/04/2026

Publication : 10/04/2026

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de CAEN dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

- Mettre en œuvre les opérations de recensement sur le territoire de la commune en lien avec le coordonnateur Insee de Vire Normandie

- Appliquer les dispositions du code du service national pour le recensement des jeunes sur son territoire

3. - Animation locale

- Déterminer les conditions de location de la ou des salles des fêtes de la commune déléguée, décider du prêt de ces salles et de matériels et prendre tout acte ou décision relatif à la gestion de ces salles

- Organiser le banquet des aînés, les commémorations patriotiques et autres commémorations et fêtes locales, le fleurissement du bourg et les illuminations de Noël et prendre tout acte ou décision relatif à ces fêtes

- Gérer les relations avec l'ensemble des associations dont le siège social se trouve dans la commune déléguée ou à défaut, menant des activités dans son ressort territorial et instruire les demandes de subvention présentées par ces associations

- Fédérer les associations et les acteurs autour des actions de développement et de promotion du sport et des loisirs sur le territoire de la commune déléguée, assurer la gestion quotidienne des équipements sportifs et l'affectation et l'utilisation des stades, gymnases, terrains extérieurs et intérieurs, salles de sports sur le territoire de la commune déléguée.

4. - Travaux, entretien et maintenance des bâtiments communaux – Travaux de voirie

- Piloter la mise en œuvre des projets d'investissements inscrits à l'état spécial de la commune déléguée et suivre les chantiers et travaux nécessaires à leur réalisation

- Définir et mettre en œuvre le plan annuel d'entretien des bâtiments communaux y compris leurs annexes,

- Coordonner, harmoniser et planifier le programme de maintenance des bâtiments communaux y compris leurs annexes

- Définir et mettre en œuvre le plan annuel d'entretien et de restructuration de la voirie de la commune déléguée et de ses réseaux

- Gérer et entretenir le domaine public affecté à la voirie (chaussées, trottoirs et accessoires dont mobilier urbain, signalisation etc..) à savoir maintenance courante et travaux de rénovation comprenant les équipements pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite qui nécessiterait le recours à des entreprises extérieures

- Procéder à l'instruction des demandes d'utilisation et d'occupation du domaine public à des fins commerciales et non commerciales et délivrer les permissions correspondantes

- Gérer l'éclairage public en lien avec les autres communes déléguées

- Participer à la présentation des programmes de travaux de voirie et projets aux riverains

- Prendre les décisions mentionnées aux articles L523-4 et L523-5 du code du patrimoine relatif à la réalisation préventive de diagnostics archéologiques prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune déléguée

- Entretien des relations avec les opérateurs de réseaux notamment pour l'occupation du domaine public

5. - Education

- Définir, affecter et suivre les effectifs scolaires conformément aux modalités d'application de la carte scolaire définies par délibération du conseil municipal

- Veiller au bon fonctionnement, au bon entretien et au bon équipement des locaux scolaires

- Animer et gérer les actions portant sur le temps scolaire (actions éducatives, plan territorial d'enseignement et actions culturelles) en coordination avec l'adjointe au Maire de Vire Normandie en charge du développement

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200060176-20260410-29:AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/04/2026

Publication : 10/04/2026

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de CAEN dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

- Equiper et permettre l'utilisation des outils numériques dans les écoles dans le but de favoriser l'apprentissage et la réussite éducative.

6. - Etat spécial de la commune déléguée

- Engager les dépenses inscrites à l'état spécial de la commune déléguée
- Effectuer des virements d'article à article à l'intérieur du même chapitre dans la limite du cinquième de la dotation initiale du chapitre de l'état spécial
- Jusqu'à ce que l'état spécial soit devenu exécutoire, engager les dépenses de fonctionnement dans la limite du douzième de celles inscrites à l'état spécial de l'année précédente et les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts à l'état spécial de l'année précédente

7. - Sécurité et accessibilité des ERP

- Sur le territoire de la commune déléguée, participer aux visites de sécurité de la commission de sécurité de l'arrondissement de Vire et signer les procès-verbaux et documents liés à ces visites
- Ordonner la mise en œuvre des prescriptions de la commission de sécurité sur le territoire de la commune déléguée

8. - Affaires foncières et mobilières

- Signer les actes de mutations (notariés et/ou administratifs),
- Signer les compromis et actes de ventes et tous actes afférents aux acquisitions et ventes, partages et transactions,
- Arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales
- Mener et suivre les opérations foncières, acquisitions et cessions dans le but de rationaliser et d'optimiser les emprises foncières et permettre notamment le développement des projets d'intérêt général de la collectivité
- Assurer une maîtrise foncière au service du projet de territoire pour développer son attractivité et son rayonnement
- Faire usage du droit de préemption urbain ou d'en notifier le renoncement dans les conditions définies par délibération
- Fixer dans la limite de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et répondre à leurs demandes

9. - Urbanisme

- Signer les accusés-réception des dépôts de dossiers de demande d'autorisation d'urbanisme
- Fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme
- Transmettre les dossiers aux services instructeurs et/ou consultés pour avis
- Demander des pièces complémentaires à un pétitionnaire
- Décider de faire ou de ne pas faire opposition à une déclaration préalable, et réaliser les notifications y afférentes auprès des déclarants, ainsi que signer la délivrance ou le refus des permis initiaux et/ou modificatifs de construire, d'aménager, de démolir et des certificats d'urbanisme et notifier aux pétitionnaires et tout organisme intéressé dans le respect des lois et règlements en vigueur
- Notifier des prorogations de délais d'instruction, d'actes de mutation, des certificats d'urbanisme, des permis de construire, des permis modificatifs, des permis d'aménager, des déclarations préalables (y compris clôtures) et des infractions constatées au code de l'urbanisme

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200060176-20260410-29-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/04/2026

Publication : 10/04/2026

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de CAEN dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

- Prendre et suivre toutes les autorisations d'occupation des sols (permis d'aménagement et permis de construire...) en application de la réglementation locale en matière d'urbanisme (PLU, règlement de lotissement) et les certificats d'urbanisme
- Suivre les opérations d'aménagement prévues par le code de l'urbanisme (articles L300-1 et suivants du code de l'urbanisme et notamment les lotissements) sur le territoire de la commune déléguée et de l'ensemble des actes afférents (DUP, étude d'impact...)
- Exercer au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme que la commune en soit titulaire ou délégataire, déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L211-2 ou au premier alinéa de l'article L213-3 de ce même code dans les conditions que fixée par le Conseil Municipal.
- Signer la convention prévue par l'avant dernier alinéa de l'article L311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone en aménagement concerté et signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L332-11-2 du même code dans sa rédaction antérieure à la loi n°2014-1655 du 29 décembre 2014 précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux.
- Signer les compromis et actes de ventes et plus largement, tout acte afférent aux acquisitions et ventes immobilières
- Procéder au dépôt de demandes d'autorisation d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux lorsque ces projets sont inscrits à l'état spécial de la commune déléguée
- Exercer au nom de la commune le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n°75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation
- Gérer les relations avec l'Etat et ses services déconcentrés concernés par le contenu de la délégation

10. - Organisation des foires et marchés

- Instruire et valider les demandes d'emplacements
- Contrôler la mise en œuvre des délégations de service public le cas échéant
- Réglementer les autorisations d'occupation du domaine public

11. - Communication

- Gérer la communication de la commune déléguée, quel que soit le support, en lien avec le cabinet du Maire de Vire Normandie et le service communication,

12. - Personnel

- Gérer les plannings professionnels des agents affectés à la commune déléguée
- Editer les autorisations d'absence ou tout document concernant la situation des agents et des intervenants affectés à la commune déléguée en lien avec le service ressources humaines de Vire Normandie
- Signer les ordres de mission, demander le remboursement des notes de frais et autoriser les formations

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200060176-20260410-29-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/04/2026

Publication : 10/04/2026

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de CAEN dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 2 : Subdélégation des délégations consenties au Maire par le conseil municipal au titre de l'article L2122-22 du CGCT

Dans toutes les matières du présent arrêté pour l'exercice des champs de compétence sus mentionnés et dans les limites territoriales rattachées à celles-ci, subdélégation de fonction et de signature est donnée à Monsieur Alexandre POREE, maire délégué de la commune de Truttemer le Grand, pour prendre les décisions, signer les actes, arrêtés, tout type de document, ainsi que les correspondances courantes avec les usagers, les partenaires locaux et nationaux au titre des attributions déléguées par le conseil municipal à Monsieur le Maire de Vire Normandie par la délibération n°2 en date du 7 avril 2026 au titre de l'article L2122-22 du CGCT, à savoir :

- D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales
- De fixer, dans les limites déterminées par le conseil municipal, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées
- De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans
- De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières
- D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges
- De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros
- De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes
- De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme
- D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues aux articles L. 211-2 à L. 211-2-3 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions fixées par le conseil municipal (délibération n°2 du conseil municipal de Vire Normandie en date du 7 avril 2026)
- De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local
- De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux
- De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune et de conclure la convention prévue à l'article L. 523-7 du même code
- De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal (délibération n°2 du conseil municipal de Vire Normandie en date du 7 avril 2026), au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux
- D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200060176-20260410-29-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/04/2026

Publication : 10/04/2026

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de CAEN dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 3 : Engagements financiers et commande publique

Monsieur Alexandre POREE ne pourra pas prendre d'engagements financiers non programmés pour les domaines susmentionnés.

Monsieur Alexandre POREE n'a pas la compétence pour passer les actes relatifs à la passation, la préparation, l'exécution et le règlement des contrats administratifs relevant de la commande publique

Article 4 : Suppléance

En cas d'absence ou d'empêchement, la présente délégation est consentie pour la durée nécessaire à l'absence ou à l'empêchement, dans les limites fixées à l'article 3 :

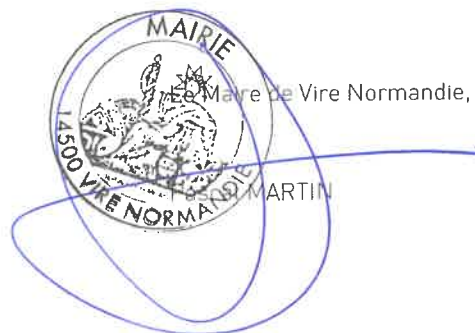
- A Madame Mailys GUILBERT – conseillère municipale de Vire Normandie

Article 5 : La présente délégation prendra effet à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département au titre du contrôle de légalité, de sa notification au délégataire et de sa publication.

Le présent arrêté sera transmis ou notifié à :

- Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Vire
- Monsieur Le Procureur du Tribunal Judiciaire de Caen
- Monsieur le Trésorier de l'arrondissement de Vire
- Monsieur Alexandre POREE, Maire délégué de la commune de Truttemer le Grand
- Madame Mailys GUILBERT – conseillère municipale de Vire Normandie

Fait à Vire Normandie, le 7 avril 2026



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200060176-20260410-29-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/04/2026

Publication : 10/04/2026

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de CAEN dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.